

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 12/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Métaux Varois SA Santiago Antoine**

quartier de la Peyroua  
83690 Salernes

Références : D-UD83-2025-0058  
Code AIOT : 0006410840

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2025 dans l'établissement Métaux Varois SA Santiago Antoine implanté route de draguignan lieu dit saint romain 83690 Salernes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite entre dans le cadre du plan pluri annuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Métaux Varois SA Santiago Antoine
- route de draguignan lieu dit saint romain 83690 Salernes
- Code AIOT : 0006410840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso ; IED : Non

La société Métaux Varois "SANTIAGO ANTOINE" a cessé ses activités depuis août 2025. Elle était implantée à Salernes et exploitait une installation de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets de métaux non dangereux ainsi que de déchets dangereux (batteries). Les déchets reçus au sein de l'installation provenaient aussi bien des déchèteries que de la collecte auprès de particuliers et professionnels. Historiquement, elle bénéficiait à ce titre d'un récépissé de déclaration daté du 06 Juillet 2011 pour la rubrique 2713. Suite à une augmentation et une évolution d'activité (batteries rubrique 2718-1) , elle a bénéficié d'un arrêté d'autorisation le 22/07/2015.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	cessation d'activité	Code de l'environnement, article R512-39-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Métaux Varois SA (SANTIAGO Antoine) a cessé ses activités depuis août 2025. L'exploitant doit notifier la cessation au préfet sous 10 jours et réaliser la cessation comme le prévoit l'article R512-39-1 en se rapprochant d'une entreprise certifiée en fournissant un justificatif sous 2 mois du commencement de sa cessation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. [...] Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 03/02/25, les installations ne sont plus exploitées. Le site est quasiment vide : reste une caravane au fond du terrain, un algéco à l'entrée, une benne rouillée et abîmée, des petits contenants type poubelles, quelques petits tas de déchets divers (environ 3m3). L'exploitant indique qu'il a cessé ses activités depuis Août 2024 et que le terrain est en vente. L'une des clauses de la vente consiste à évacuer les déchets présents sur site. Au vu du peu de déchets restants à évacuer, on peut considérer la mise en sécurité du site comme bien avancée. La cessation d'activité est une procédure qui nécessite une notification au préfet qui n'a pas été réalisée au préalable ainsi que des attestations à fournir via une entreprise certifiée. Le point de contrôle est donc non conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit notifier la cessation au préfet sous 10jours et réaliser la cessation comme le prévoit l'article R512-39-1 en se rapprochant d'une entreprise certifiée. Les ATTES SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX doivent être transmises à l'inspection des installations classées. Une preuve de commencement de la cessation doit être fournie sous 2mois (ATTES SECUR).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective